



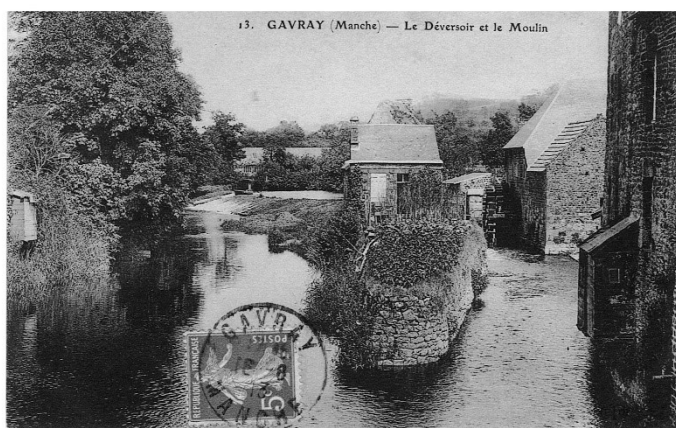
Association de sauvegarde et de valorisation du patrimoine en val de Siennne

La voix du patrimoine de Siennne

Téléphone : 02 33 61 45 49 Portable : 06 87 56 35 58 patrimoine.valdesienne@wanadoo.fr

Une contrainte contre le moulin Leménager à Gavray ASVPVS n° 53 2012

L'un des registres anciens de l'enregistrement de Gavray contient un document qui fut inséré (3 Q 4147 aux archives départementales) en pièce annexe. Il s'agit d'une contrainte envers Philipe et Bernard Leménager de Gavray-village. Le document est exceptionnel. Le franc-fief était un impôt payé par le roturier qui en bénéficiait. Celui-ci n'était pas astreint aux services habituels dû au roi. Il



payait en conséquence ce droit en conséquence de la concession qui lui avait été faite et de dispense signée du roi. Il est fort probable que les frères Leménager n'avaient pas correctement évalués les revenus du moulin qu'ils détenaient. Voici la transcription

en langage contemporain du document et je fus aidé par mon collègue Janjac Leroy pour la définition des raccourcis difficiles à interpréter. Généralité de Caen Bureau de Gavray Contrainte du 18 août 1752 Art 5 Par arrêt du Conseil du 6 octobre 1722, il est ordonné que les particuliers qui se trouveront compris dans les Rôles ou contraintes décernées pour droits d'amortissements et francs fiefs, et qui prétendront avoir des moyens de décharges ou de modération, seront tenus dans un mois du jour de la signification de la contrainte de se pourvoir par requête devant M l'Intendant, sinon contraints purement et simplement, et condamnés aux frais. De la contrainte décernée le dix-huit août mil sept cent cinquante-deux par Maître Claude Clerget fermier des droits d'amortissement et francs fiefs de la Généralité de Caen, et visée de Monseigneur l'intendant, a été extrait ce qui suit : Savoir, art 5 Philipe et Bernard Le Menager du village de Gavray propriétaires d'un moulin à blé sis audit lieu de 100 Livres de revenu L'ensemble des recherches, textes ont été effectué par Monsieur Jacky Brionne, président de l'ASVPVS et mis à votre disposition avec son aimable autorisation.



Association de sauvegarde et de valorisation du
patrimoine en val de Siennne

La voix du patrimoine de Siennne

Téléphone : 02 33 61 45 49 Portable : 06 87 56 35 58 patrimoine.valdesienne@wanadoo.fr

paieront pour droit de franc fief à raison d'une année de revenu pour vingt années de jouissance commencées par expiration d'affranchissement en 1751 et qui finiront en 1771. La somme de 100 livres. Au paiement de laquelle somme, le redevables seront contraints par les voies ainsi qu'il est porté par les édits des mois de mai 1708, septembre 1710, déclarations et arrêts rendus en conséquence, de se faire donner pouvoir au premier huissier ou sergent royal sur ce requis en vertu de celui à nous donné par les édits et déclarations. Fait et décerné en notre bureau à Paris, le 18 août 1752. Signé Clerget. Et plus bas : vu Fontette. L'an mil sept cent cinquante-deux le vingt-deuxième jour de novembre après-midi et à la requête de Maître Claude Clerget fermier des domaines, droits d'amortissements et francs fiefs de la Généralité de Caen, poursuite et diligence de Maître Pierre Clément, son directeur en ladite Généralité, qui a élu son domicile en son bureau, sis paroisse Saint Jean, rue des Carmes à Caen, d'abondant au bureau du sieur Vautier contrôleur et receveur desdits droits à Gavray y demeurant rue dudit Gavray j'ai signifié et baillé les copies ci-devant transcrites à autant à ce présent aux dits Philipe et Bernard Lemenager dudit village de Gavray moi Sébastien, Jean, Antoine Lefebvre, premier huissier au domaine royal héréditaire au siège de police à Gavray y reçu et immatriculé exploitant partout le royaume de France résidant audit Gavray soussigné, auquel lieu étant partout et aux Lemenager bonne valeur dudit moulin à ce qu'ils n'en ignorent, ce faisant je leur ai fait sommation et commandement de payer au bureau dudit sieur Vautier la somme de cent livres contenue en la contrainte de l'autre part, dans le délai prescrit par l'arrêt du 6 octobre 1722, dont l'extrait est ci-devant transcrit, aux offres d'en donner quittance et décharge valable, sinon et faute de se faire dans un mois de ce jour, ils y seront contraints comme pour les propres deniers et affaires de sa Majesté, dont acte, la présente copie et relation baillée, requête et parlant comme dessus. Signature : Lefebvre. Contrôlé à Gavray ce vingt-sept 9bre 1752.

L'ensemble des recherches, textes ont été effectué par Monsieur Jacky Brionne, président de l'ASVPVS et mis à votre disposition avec son aimable autorisation.